
Immigration et culture

Hervé Le Bras

Sous le titre "L'immigration, une dimension majeure du XXIème siècle européen", Jacques Lesourne, l'actuel directeur du quotidien *Le Monde*, a publié dans *Le Débat*, en 1985, ses hypothèses prospectives sur les migrations après avoir indiqué les grandes tendances des prévisions des Nations-Unies. "Dans un tel contexte que s'ajoutent en 2025, aux 312 millions de descendants des habitants actuels de la communauté à douze, de 20 à 50 millions de musulmans venus du croissant méditerranéen, de Marrakech à Istanbul est une hypothèse plausible. Le chiffre le plus élevé ne correspondrait après tout qu'à 10% tout au plus de la population potentielle des pays émetteurs", écrit-il notamment à la page 30.

On va poser deux questions à ce texte : la première, de routine, sur ses sources, la qualité de ses hypothèses (Jacques Lesourne a été responsable du grand projet de prospective de l'OCDE, "Interfuturs"), et des chiffres qu'il avance, la seconde, qui importe plus, sur la destination de ces millions de futurs arrivants.

Si 50 millions de personnes forment "10 % tout au plus de la population des pays "émetteurs" situés sur le "croissant" méditerranéen, cela signifie que ces pays auront en 2025, 500 millions d'habitants. Vérifions le en ouvrant le volume "World Population Prospects" des Nations Unies. Il prévoit en 2025, les populations suivantes (en millions) :

- Maroc 44 millions
- Algérie 51 millions
- Tunisie 13 millions
- Lybie 13 millions
- Egypte 94 millions
- Israël 7 millions
- Liban 5 millions
- Syrie 32 millions
- Turquie 89 millions

soit un total de 348 millions d'habitants au lieu des 500 millions minimum annoncés. Le prospectiviste Lesourne commet une erreur d'environ 50 % en extrayant les chiffres d'un ouvrage disponible dans toute bibliothèque spécialisée (et, on l'espère au service de documentation de son journal). Il a sans doute lu trop vite l'annuaire des Nations Unies en ne retenant que les grands regroupements de cet organisme, tels que "Afrique du Nord", qui comprend outre les pays méditerranéens, le Soudan, ou l'Asie de l'Ouest qui comprend tout le proche Orient. Que l'Arabie Saoudite, le Koweït, le Soudan ou l'Irak soient considérés comme riverains de la Méditerranée, voilà une audacieuse conception de la géographie. En ajoutant l'Inde et la Chine, qui compteront à elles deux 2 milliards 950 millions d'habitants selon les Nations Unies en 2025, La Mare Nostrum débordera. 10 % de ces fourmilières font 295 millions d'habitants. Pourquoi ne viendraient-ils pas eux aussi dans notre belle Europe rejoindre leurs frères de la porte de Choisy ou de Brixton ?

carte

N'accablons pas plus Jacques Lesourne: tout le monde peut commettre une erreur de 50 % en recopiant des chiffres, même un major de Polytechnique. Demandons-nous plutôt sur quoi repose la fourchette de "20 à 50 millions de musulmans". Est-ce une extrapolation des courants actuels? Certainement pas, puisque l'accroissement de population originaire de pays du "croissant" dans l'Europe des 12 entre 1980 et 1990 est inférieur à 1 million de personnes. A ce rythme on ne devrait pas compter plus de 4 ou 5 millions de nouveaux arrivants d'ici à 2025, soit environ 1,5 % de la population de la CEE et 10 fois moins que le chiffre avancé par le directeur du Monde. 1000 % d'imprécision, cela devient plus grave que 50 %. En fait, notre auteur ne se fonde sur aucune rétrospective, mais avance que ces migrations pourraient être le résultat "de guerres, du terrorisme ou des révolutions", causés par un excès d'alphabétisation car "la période où 70 % des jeunes adultes masculins accèdent à l'alphabétisation est favorable aux grandes poussées idéologiques et aux mouvements révolutionnaires". Affirmation non fondée comme on peut s'en rendre compte en feuilletant les études de l'Unesco consacrées à l'alphabétisation par génération, et surtout vision bizarre d'ingénieur persuadé que de mystérieuses constantes numériques comme ces 70 % expliquent l'histoire des civilisations.

Nous avons tort de prendre les chiffres de Lesourne au pied de la lettre si l'on peut dire. ils constituent plutôt des figures rhétoriques destinées à scander un discours que le vocabulaire a déjà délimité: "312 millions de descendants des habitants actuels de la communauté" en 2025 est une expression fautive: sur les 325,6 millions d'habitants que les Nations Unies annoncent pour 2025, près de la moitié sont déjà nés et ne descendent donc pas forcément des habitants actuels. Si le terme de "descendants" est employé au lieu d'"habitant", c'est qu'il faut renforcer l'opposition entre ceux qui sont nés quelque part comme le chantait Brassens (quelque part en France de parents français car un peu plus loin Lesourne emploie la locution "immigrant ou enfant d'immigrant"), et les immigrés venus d'ailleurs, de pays "émetteurs". D'un côté les rejetons de souche, de l'autre les déversements des émetteurs. Des immigrés qui sont naturellement des "musulmans" venus d'un "croissant" ou comme on le lit un paragraphe avant la citation analysée, "d'un monde arabe égrené tout le long d'une des grandes failles géopolitiques du globe". Musulman, arabe, croissant ; qualifie-t-on les européens de la CEE de "chrétiens" venant de la "croix" du nord, d'un monde "indo-européen" ? Ces caractérisations sont d'autant plus inexactes que nombre de migrants viennent chercher en Europe la laïcité qu'ils ne peuvent vivre dans leurs pays, comme les bretons montant à Nantes et Paris pour échapper à la pression catholique de leurs villages. Le choix même des villes d'Istanbul et de

Marrakech n'est pas anodin. Elles ne sonnent pas comme le Caire et Alger d'un son rassurant, nimbé par l'ancienne colonisation, mais évoquent la chute de Constantinople, les rezzous et peut-être les conquérants almoravides.

La plasticité des flux prévus s'oppose enfin au fixisme des catégories : l'Europe des 12 est imaginée en 2025 dans ses frontières de 1989. Lesourne n'a pas prévu la destruction du mur de Berlin qui a ajouté 16,6 millions d'habitants à l'Europe communautaire du jour au lendemain. Ne faut-il pas mieux réfléchir sur ce genre d'entrées bien réelles que sur d'hypothétiques immigrés de l'an 2025 ? Même fixisme en ce qui concerne la Turquie qui sera peut-être membre d'une communauté élargie dans 35 ans, ou bien qui aura été amputée dans sa fraction kurde. Et où ranger les musulmans de Bosnie et d'Albanie, les juifs d'Israël, les chrétiens d'Orient ? Faire de la prospective, ce n'est pas reconduire dans le lointain futur les catégories présentes, mais imaginer leur évolution.

Passons cependant sur ces erreurs et ces connotations pour envisager la seconde question : si ces immigrants arrivent en Europe, où vont-ils s'installer ? Car, même si, comme nous l'avons suggéré, ils ne sont que 5 millions à gagner le nord de la Méditerranée, ils ne vont pas se diriger n'importe où dans la communauté. Une bonne façon d'envisager leurs destinations précises constitue à regarder où leurs prédécesseurs des trente dernières années se sont établis. Nous avons à titre d'exemple représenté sur une carte la proportion d'africains du nord (Maroc, Tunisie, Algérie) dans les régions communautaires en 1990. Même une échelle très contrastée conserve l'opposition entre régions d'accueil et régions ignorées par les arrivants. De la Bretagne à la Provence, la proportion d'africains du nord varie du simple au décuple, et entre Paris et Munich, de 1 à 30. Les pays les plus proches comme l'Espagne, l'Italie et le Portugal n'ont pas reçu beaucoup de migrants en comparaison de la France. Si vraiment, il existait des poussées démographiques quasimécaniques, la population soi-disant surnuméraire du Maroc ou de la Tunisie se déverserait au sud de l'Espagne ou en Sicile: on les trouve à Lyon, Paris et Roubaix. L'argument est à double tranchant. Il peut signifier que les proximités territoriales n'entraînent pas nécessairement des migrations, comme il peut signifier que les distances longues ne sont plus un obstacle aux déplacements humains, et qu'au-delà du "croissant" méditerranéen, il faut compter comme candidats au voyage toutes les populations pauvres du monde.

Ces spéculations comptent peu devant ce qui saute aux yeux sur la carte: les immigrants se rendent chez l'ancien colonisateur, tout comme la carte de l'implantation indienne ou pakistanaise ferait ressortir seule l'Angleterre. Nous avons voulu "civiliser" les colonies durant des décennies, nous avons formé des élites locales, nous avons répandu l'enseignement et la lecture de notre langue. Il est normal que des

personnes qui ont fait l'effort d'accéder à notre culture souhaitent séjourner et même s'installer dans notre pays. Les vocables de "musulman", ou d'"arabe" tendent à occulter cette réalité historique et à creuser un fossé là où ne subsistent que de légères différences d'habitude, guère plus importantes qu'entre un catalan et un strasbourgeois et nettement plus faibles qu'entre un manoeuvre du bâtiment et un professeur d'université.

Toutefois, si seule la proximité culturelle expliquait la répartition des migrants en Europe, on ne pourrait pas comprendre pourquoi, en France, les écarts sont aussi importants entre régions. Les fameux envahisseurs qui ont franchi la Méditerranée seraient incapables de prendre un train de Lyon ou Paris à Nantes ou Limoges. En fait, cette répartition contrastée et évoluant très lentement depuis un siècle ne fait que traduire l'existence de mécanismes délicats d'installation en France. Un étranger est, doit-on rappeler cette banalité, beaucoup moins en sécurité en France que les nationaux. Il cherche donc à s'appuyer sur les membres de sa communauté (village, quartier de la ville d'origine, famille) pour se forger une base. Il dépend d'eux pour la recherche d'un logement, d'un travail, pour l'obtention d'informations, d'aides temporaires, et pour tout simplement entretenir des contacts humains. Il n'y a pas de mystérieux instincts grégaires derrière ces attitudes, mais une rationalité banale. Dès lors, si l'on doit effectuer une prévision sur la destination des nouveaux venus, on peut parier qu'ils rejoindront les concentrations actuelles, donc limitées. Les flux ne pourront pas se développer à grande échelle. Conséquence inattendue de cette évolution, les étrangers qui sont déjà beaucoup plus nombreux en proportion de la population totale dans les grandes concentrations de l'Europe (la carte européenne de leur fréquence, toutes nationalités confondues est pratiquement confondue avec la carte des fortes densités et de l'industrie. Il n'y a pas lieu de s'en étonner, mais de le rappeler aux tenants d'une curieuse théorie des vases communicants, selon laquelle les pays les moins denses seraient envahis par la population des plus denses. C'est l'inverse qu'on observe depuis le début de l'histoire. L'homme, animal social, recherche la compagnie de ses proches: la population et non le vide attire la population).

Les remarques précédentes pourraient être répétées avec des variantes pour les immigrants d'autres nationalités, et dans d'autres pays d'Europe. On y verrait à nouveau comment les ressemblances de culture favorisent les migrations, comment les filières migratoires délimitent précisément les espaces où se fixent les étrangers, et derrière elles, l'histoire longue des migrations. Si l'on part d'un point de vue rationnel, si l'on ne surestime pas les barrières culturelles (qui ne sont la plupart du temps que des signes défensifs : la vraie culture est universelle), les migrations passées et prochaines n'apparaissent ni mystérieuses ni

inquiétantes. N'oublions pas enfin qu'en 35 ans de présence sur le sol français, tous les immigrants du passé se sont fondus dans la population nationale dont ils ont assez souvent, et leurs enfants presque toujours pris la nationalité. Pourquoi n'en serait-il pas ainsi en 2025, dans 35 ans?

Hervé Le Bras est directeur du Laboratoire de Démographie historique du Centre National de Recherche Scientifique et de l'Ecole des Hautes Études en Sciences Sociales à Paris.